

LIVES Working Paper 94/2022

La structure économique et sociale de la Suisse

DANIEL OESCH



RESEARCH PAPER

<http://dx.doi.org/10.12682/lives.2296-1658.2022.94>

ISSN 2296-1658

Abstract

Cet article met en lumière les principales tendances économiques et sociales en Suisse au cours des deux décennies entre 2000 et 2020. Cette période a été marquée par la croissance : l'économie suisse a connu une croissance quasi ininterrompue, l'emploi a cru dans des proportions jamais vues depuis les années 1960 et la population a augmenté de plus d'un cinquième. Sur la période, la structure sociale de la Suisse a fondamentalement changé. Le niveau d'éducation a fortement augmenté. D'une part, les hautes écoles suisses ont formé un nombre croissant de résidents. D'autre part, les entreprises suisses ont recruté un nombre croissant d'immigrants européens hautement qualifiés. En conséquence, la formation tertiaire est devenue la nouvelle norme en Suisse, remplaçant l'apprentissage comme niveau d'éducation dominant.

En parallèle, la population suisse s'est diversifiée sous l'influence d'une forte immigration. L'immigration de plus en plus qualifiée a mis fin à une structure sociale asymétrique où les étrangers originaires d'Italie, d'Espagne, du Portugal et de l'ex-Yougoslavie étaient traditionnellement relégués au bas de l'échelle sociale. L'article montre que ces changements structurels ont modifié en profondeur la stratification sociale en Suisse. Alors que les rangs de la classe moyenne salariée se sont élargis, la classe ouvrière traditionnelle ainsi que la classe moyenne inférieure des employés de bureau ont perdu du terrain. Par conséquent, les grands perdants du changement structurel de ces dernières décennies n'ont pas été la classe moyenne, mais la classe ouvrière.

Title

Author

Daniel Oesch

Author's affiliation

Centre LIVES, Université de Lausanne

Keywords

- > Suisse
- > Stratification sociale
- > Immigration
- > Croissance démographique
- > Expansion de la formation

Correspondance to

daniel.oesch@unil.ch

Acknowledgements

Ce chapitre a été commenté et traduit par Maïlys Korber. Des versions antérieures ont été relues par Jacques Babel, Silja Häusermann, Daniel Lampart et Andreas Rieger. Nous leur sommes reconnaissants pour leurs commentaires utiles.

** La version allemande est disponible dans le Handbuch der Schweizer Politik, Zürich: NZZ Verlag, 2022.

1. Introduction

Les deux dernières décennies en Suisse ont été marquées par la croissance : avant la crise du COVID-19, l'économie a cru presque sans interruption, les places de travail ont augmenté à un rythme qui a été décrit comme un "miracle de l'emploi" (Siegenthaler, 2017), le niveau de formation s'est élevé et la population a augmenté de plus d'un cinquième.

Les femmes ont été l'un des moteurs de cette croissance. Au cours des vingt dernières années, elles ont non pas seulement rattrapé leur retard en matière de formation, mais elles ont dépassé les hommes. En 2020, les jeunes femmes étaient nettement plus nombreuses que les jeunes hommes à avoir un diplôme universitaire en Suisse. Les femmes ont réussi à convertir leur plus haut niveau de formation en un taux d'emploi plus élevé. La contribution des femmes dans l'essor de l'emploi au cours des deux dernières décennies a été plus importante que celle des hommes. Mais la révolution des genres est encore incomplète (Esping-Andersen, 2009), car la Suisse reste une économie à temps partiel où les hommes avec enfants tendent à travailler à temps plein et les femmes avec enfants à temps partiel.

Le deuxième moteur de la croissance de la Suisse est l'immigration. Au cours de la dernière décennie, la migration a atteint des niveaux qui n'avaient plus été vus depuis le boom de l'après-guerre, au début des années 1960. Entre 2010 et 2018, 180'000 personnes ont immigré et 110'000 personnes ont émigré en moyenne chaque année. La principale caractéristique de la dernière vague d'immigration n'est toutefois pas son ampleur, mais sa structure de qualification. Depuis le début du 21^{ème} siècle, la Suisse attire principalement des migrant·e·s hautement qualifié·e·s: plus de la moitié des personnes qui immigreront chaque année ont désormais un diplôme universitaire. La période où les immigrant·e·s remplissaient principalement les positions subordonnées dans la structure sociale suisse appartient au passé.

Cependant, la croissance de ces deux dernières décennies était surtout extensive : l'économie s'est développée grâce à une forte augmentation de la population, rendue possible par une forte immigration, qui était elle-même une conséquence de la forte demande de main-d'œuvre étrangère de l'économie suisse. En conséquence, le revenu par habitant n'a augmenté que modérément, et l'évolution des salaires a été encore plus faible – malgré la hausse de l'emploi et le faible taux de chômage. Les coûts de l'assurance maladie et des logements ayant augmenté en même temps, il n'est pas certain qu'une grande partie de la population ait vécu les deux dernières décennies comme une période de boom économique. Cela est particulièrement vrai pour les perdants du changement structurel professionnel, à savoir la classe ouvrière traditionnelle d'une part et la classe moyenne inférieure des assistant·e·s de bureau d'autre part dont les perspectives d'emploi se sont détériorées. La classe moyenne supérieure a bénéficié en

revanche d'une forte croissance de l'emploi dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des services liés aux entreprises tels que le conseil et l'informatique.

Les pages qui suivent mettent en lumière ces facettes du changement de la structure économique et sociale de la Suisse. Ces transformations seront documentées à l'aide de séries de données tirées des bases de données Internet librement accessibles de l'Office fédéral de la statistique (OFS)¹ et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)². Pour simplifier, ces sources sont citées sous le nom d'OFS et d'OCDE. Tous les jeux de données sont disponibles auprès de l'auteur.

2. Une croissance économique soutenue

Contrairement à la plupart des pays européens, le boom des décennies d'après-guerre n'a pris fin en Suisse qu'au début des années 1990. Il est vrai que les deux crises pétrolières de 1973/74 et 1979/80 ont également entraîné des récessions courtes et profondes en Suisse. Cependant, le plein emploi a de nouveau prévalu dans les années 1980 et, à la fin de cette décennie, l'économie était en plein essor, avec des taux de croissance de trois à quatre pour cent et un taux de chômage inférieur à un demi pour cent. La longue récession des années 1990 n'en a été que plus drastique. Entre 1991 et 1996, l'économie a stagné pendant six années consécutives. Cela a conduit à un taux de chômage de plus de 5 % en 1997 – le plus haut niveau depuis les années 1930 –, à une augmentation du nombre de personnes inscrites à l'aide sociale et à l'assurance invalidité, à des finances publiques déficitaires et à un débat qui a duré des années sur la faible croissance économique de la Suisse (Lampart, 2006).

Passée inaperçue dans ce débat, une période de croissance économique soutenue a débuté en Suisse à la fin des années 1990, interrompue seulement brièvement par l'éclatement de la bulle informatique en 2002/03 et la crise financière en 2008/09. La figure 1 montre que le produit intérieur brut (PIB) de la Suisse a augmenté à un taux annuel moyen de 1,8 % entre 2000 et 2018. Cela signifie que corrigé pour l'effet de l'inflation, le PIB de la Suisse était en 2018 50 % plus élevé qu'en 2000. Le taux de croissance de 1,8 % n'est pas seulement supérieur à la moyenne des années 1970 et 1990, mais dépasse également la croissance annuelle réalisée entre 2000 et 2018 en Autriche (1,6 %), en Allemagne (1,4 %), en France (1,4 %) ou en Italie (0,4 %).

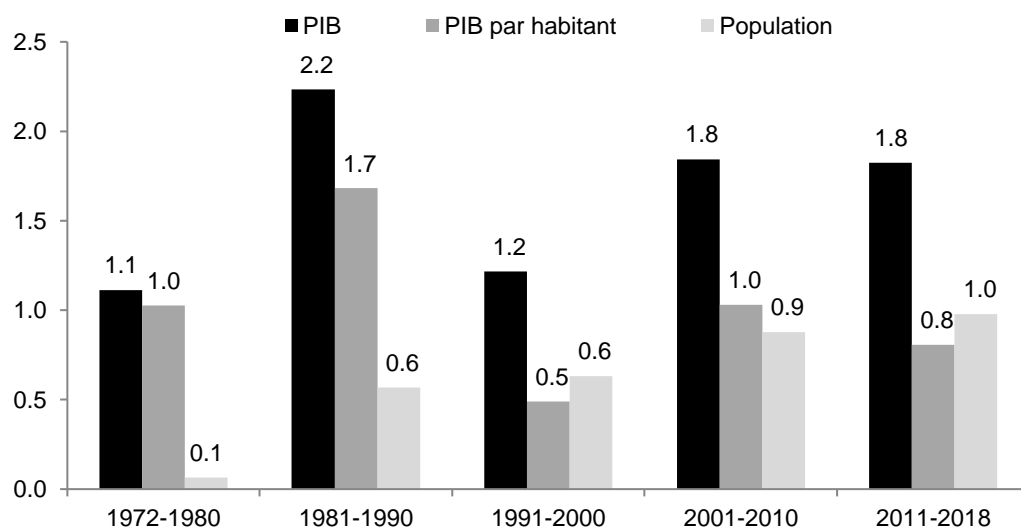


Figure 1: Variation annuelle du PIB et de la population en Suisse (en %)

Note. Les chiffres du PIB sont ajustés pour l'inflation. Source : Office fédéral de la statistique (OFS).

La croissance économique de la Suisse a été rendue possible dans une large mesure par les pays étrangers – par des immigrant·e·s étranger·e·s qui ont contribué à la production d'une part et des consommateurs étrangers qui ont soutenu la demande économique d'autre part. L'analyse de la croissance du PIB selon les différentes composantes de la demande que sont la consommation privée, l'investissement, les dépenses publiques et le commerce extérieur montre l'importance croissante des excédents d'exportation – la différence entre exportations et importations (voir Figure 2). Dans les années 1970 et 1980, les excédents d'exportation n'ont pas contribué à la croissance économique en Suisse – autant de biens et de services étaient importés qu'exportés. Depuis lors, les excédents d'exportation sont devenus plus importants au cours de chaque décennie et le commerce extérieur a contribué en moyenne à 0,5 point de pourcentage de la croissance chaque année entre 2001 et 2018. Cela a été possible parce que la Suisse a réalisé d'énormes excédents de la balance courante: 10 pour cent par an au cours de la même période.³

Le commerce extérieur a donc eu presque la même importance pour la croissance du PIB que la consommation privée. Entre 2001 et 2018, la demande des ménages privés a contribué à la croissance à hauteur de 0,6 à 0,8 point de pourcentage par an, soit moitié moins que dans les années 1970 et 1980. Les dépenses publiques ont joué un rôle secondaire. Comme en Allemagne, un modèle de croissance néo-mercantiliste a prévalu en Suisse, qui repose sur la modération salariale, la modération de la consommation et des excédents d'exportation élevés. Contrairement aux modèles de croissance basés sur la consommation du Royaume-Uni, de la

Suède ou des États-Unis, la politique économique suisse des deux dernières décennies a vu sa croissance dopée principalement par l'exportation et donc les acheteurs étrangers (Baccaro & Pontusson, 2016).

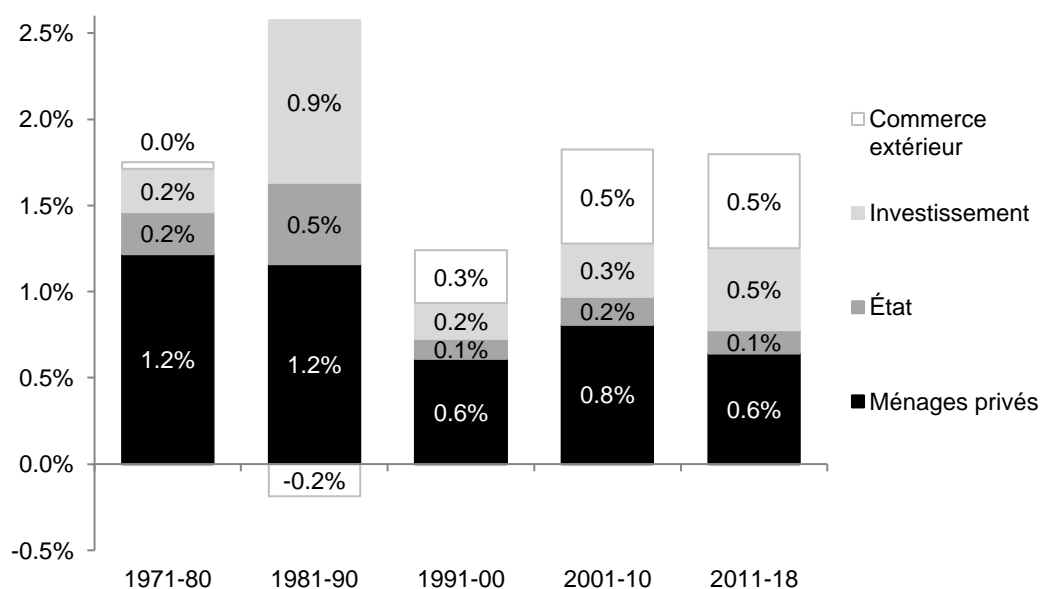


Figure 2: Contribution des composantes de la demande à la croissance du PIB réel en Suisse
Source: OCDE

L'économie suisse n'a pas eu de problème de croissance au cours des deux dernières décennies. Cependant, le produit intérieur brut a augmenté principalement grâce à une forte expansion du volume de travail. Comme en Allemagne, en Autriche ou en France, le PIB par habitant en Suisse a augmenté d'environ un pour cent par an depuis 2000 (OCDE).

Le PIB par habitant correspond à la productivité du travail (tant que les heures de travail restent constantes par habitant).⁴ Avec une augmentation annuelle d'un pour cent, ces progrès de la productivité entre 2000 et 2018 ont été plus lents que ce que les reportages sur la "numérisation rapide" suggèrent. Une augmentation annuelle d'un pour cent du PIB par habitant et de la productivité du travail semble modeste à première vue. Toutefois, la comparaison avec la croissance spectaculaire de rattrapage des années de miracle économique entre 1948 et 1973 est trompeuse. En dehors de cette période, une augmentation de productivité de 3 à 4 % par an n'a jamais été réalisée en Europe occidentale, que ce soit avant ou après (Bolt et al., 2018). En outre, même une croissance par habitant d'un pour cent par an signifie que, sur 30 ans, la production économique disponible par habitant augmente d'un tiers. La génération suivante dispose ainsi d'un tiers de biens et de services en plus que la génération précédente.

3. Une forte croissance démographique

La forte croissance économique enregistrée depuis le début du millénaire est étroitement liée à la forte augmentation de la population. Entre 2000 et 2019, la population résidente en Suisse a augmenté de 20 % pour atteindre 8,57 millions de personnes. Deux pôles géographiques en particulier ont été à l'origine de cette croissance : l'agglomération de Zurich (comprenant les cantons de Zurich, d'Argovie, de Zoug et de Schwyz) et la région lémanique (comprenant les cantons de Vaud, de Genève, de Fribourg et du Valais). La croissance démographique a été inférieure à la moyenne dans l'Arc jurassien (Jura, Neuchâtel), dans la plupart des cantons de montagne (Grisons, Uri, Appenzell, Glaris) et dans le canton de Berne.

Le développement démographique inégal reflète les différences géographiques dans la dynamique économique. Au cours des deux dernières décennies, les deux pôles de croissance autour de Zurich d'une part et de Genève-Lausanne d'autre part ont attiré un nombre particulièrement important de travailleurs et travailleuses suisses et étrangers. Le moteur de la croissance démographique a ainsi été la forte demande de main-d'œuvre de la part des entreprises suisses, qui ont recruté de plus en plus à l'étranger en raison de l'assèchement du marché du travail interne.

La forte croissance démographique de la Suisse se distingue également dans une comparaison européenne. En 1980, l'Autriche comptait encore 20 % d'habitant·e·s de plus que la Suisse (et même 50 % de plus en 1950). Aujourd'hui, les deux pays ont un nombre d'habitant·e·s similaire. L'écart au niveau de la population s'est également considérablement réduit par rapport à des pays comme la Hongrie, le Portugal ou la Suède.

Jusqu'à la fin des années 1970, la croissance démographique en Suisse était plus fortement influencée par l'excédent de naissances (naissances moins décès) que par le solde migratoire (immigration moins émigration). Cependant, depuis 2000 le solde migratoire dépasse nettement l'excédent de naissances (Fux, 2007; Office fédéral de la statistique, 2019). Pourtant, contrairement à une idée répandue, le taux de natalité en Suisse est resté pratiquement inchangé au cours des quatre dernières décennies. Depuis la baisse brutale du milieu des années 1970, le nombre d'enfants par femme est resté stable à 1,5. Seul l'âge moyen des mères à la naissance des enfants a augmenté: de 28 ans en 1980 à 32 ans en 2018 (Office fédéral de la statistique, 2018). Le principal moteur de la croissance démographique a donc été une forte immigration.

4. Une augmentation de l'immigration qualifiée

La Suisse est un pays d'immigration depuis la fin du 19^{ème} siècle. Depuis 1890, le solde migratoire a été positif presque sans interruption, à l'exception des décennies de guerre 1914-1945 et de la première crise des prix du pétrole en 1974-78. La figure 3 montre pour la période après 1945 que le nombre d'immigrant·e·s a systématiquement dépassé le nombre d'émigrant·e·s. Cela a été particulièrement le cas pendant le boom de l'après-guerre dans les années 1960, avec une migration nette positive de 100'000 et 80'000 personnes en 1961 et 1962.

Après les creux des décennies de crise des années 1970 et 1990, l'immigration a de nouveau fortement augmenté au début du 21^{ème} siècle. Pendant les années de pointe de 2007 à 2009 et de 2012 à 2016, le solde migratoire a atteint des niveaux similaires à ceux des années 1960, avec 70'000 à 80'000 personnes par an. Derrière le solde migratoire se cache de grands mouvements migratoires : en moyenne, 180'000 personnes ont migré vers la Suisse et 110'000 personnes ont quitté la Suisse chaque année entre 2010 et 2018.

Cette forte immigration s'explique avant tout par la bonne situation économique du marché du travail suisse depuis 2000. Elle est aussi probablement liée à l'accord sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE, entré en vigueur en 2002, qui permet aux citoyens de l'UE d'accéder sans discrimination au marché du travail suisse. La majorité de l'immigration est attribuable aux citoyen·ne·s de l'UE, qui ont représenté les trois quarts de la migration nette entre 2012 et 2016 (Babel, 2019: 20).

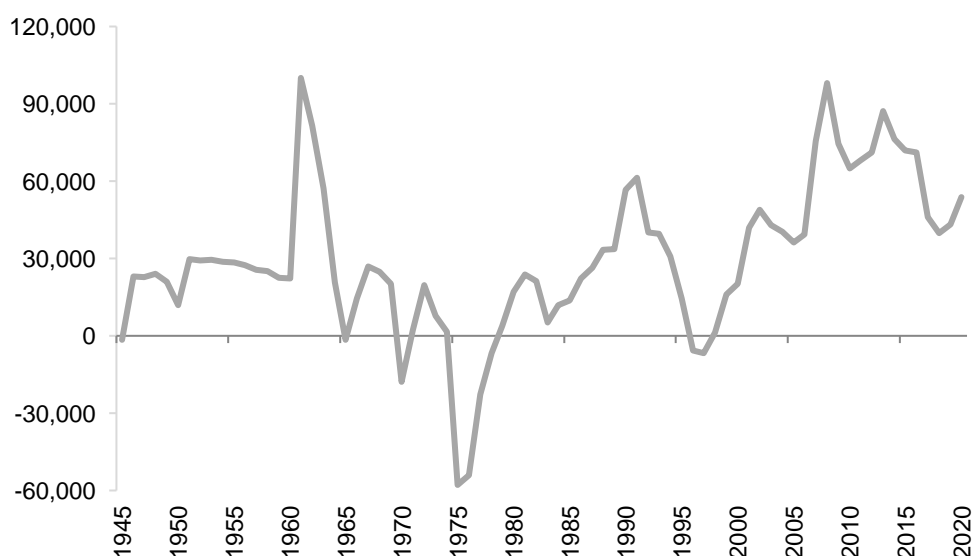


Figure 3: Solde migratoire (immigration moins émigration) en Suisse, 1945-2020, nombre de personnes

Source: OFS

Suite aux différentes vagues d'immigration, la proportion d'étrangers et d'étrangères en Suisse n'a cessé d'augmenter. Cette proportion a dépassé 20 % pour la première fois en 1994 et s'élève à 25 % en 2018. La population résidente étrangère a également augmenté en nombres absolus, passant de 1,4 million en 2000 à 2,1 millions en 2018. Une proportion croissante d'immigré·e·s peut être observée non seulement en Suisse, mais aussi dans la plupart des autres pays d'Europe occidentale. En 2019, la proportion de résident·e·s étrangers et étrangères est supérieure à dix pour cent en Autriche (16 %) et en Allemagne (12 %) et atteint 9 % en Italie et 7 % en France (Eurostat).

L'immigration en Suisse s'est considérablement diversifiée au cours des dernières décennies. En 1980, près de la moitié des étrangers et des étrangères vivant en Suisse venaient d'Italie, les Espagnols représentant le deuxième groupe le plus grand avec 11 % (voir figure 4). Quatre décennies plus tard, les Italien·ne·s constituent toujours le groupe d'immigrant·e·s le plus important, mais leur part de l'ensemble des étrangers est beaucoup plus faible (15 %), et ne se distingue guère du nombre presque aussi important de ressortissant·e·s allemand·e·s (14 %) et portugais·es (12 %). Ces deux derniers groupes, ainsi que les ressortissant·e·s français·es, ont le plus augmenté leurs effectifs depuis le début de la libre circulation des personnes en 2002. Bien que les citoyen·ne·s européen·e·s continuent de représenter la majorité des étrangers et étrangères en Suisse, le poids de l'immigration non-européenne a augmenté depuis 1980 – en termes relatifs et absolus. La Suisse s'est mondialisée non seulement dans ses relations économiques, mais aussi dans les origines de sa population.

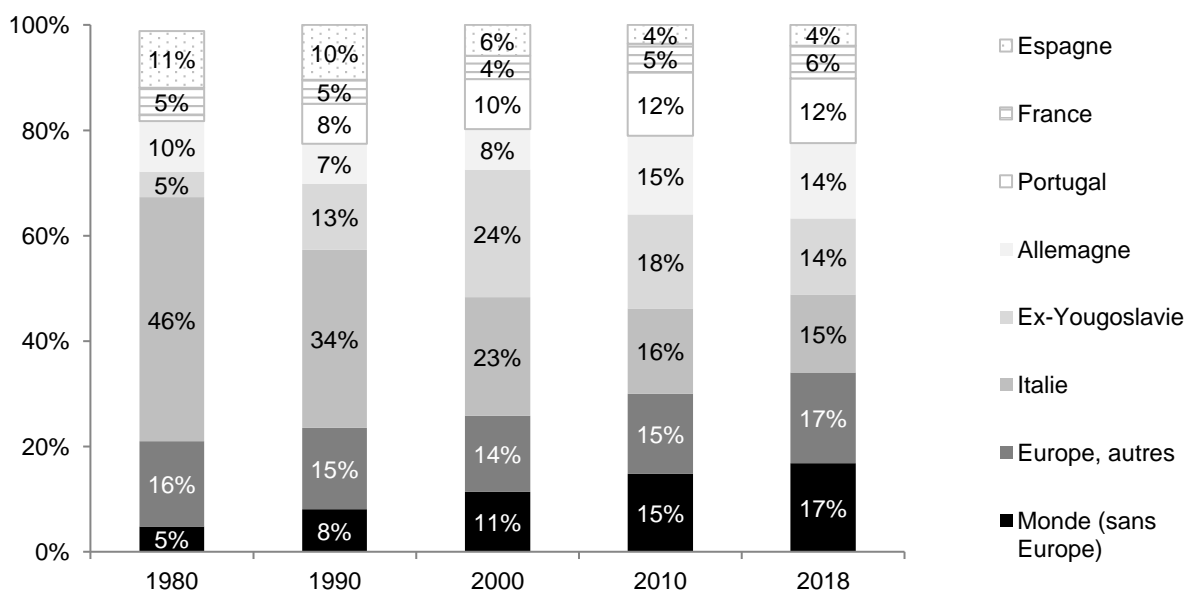


Figure 4: Population résidente étrangère en Suisse par nationalité
Source: OFS

L'immigration en Suisse est fortement déterminée par les besoins de l'économie. Ainsi, la grande majorité des immigrant·e·s viennent en Suisse pour des raisons professionnelles. Parmi les personnes ayant une formation universitaire qui ont immigré ces dernières années, plus de la moitié disposaient déjà d'un contrat de travail ou d'une offre d'emploi de la Suisse avant d'entrer dans le pays (Wanner & Steiner, 2018: 9). La deuxième raison la plus importante est le regroupement familial. D'autres raisons telles que la formation ou la demande d'asile jouent un rôle secondaire en termes quantitatifs (Office fédéral de la statistique, 2017).

Pendant le boom des décennies d'après-guerre, les employeurs et employeuses suisses ont principalement recruté à l'étranger des travailleurs et travailleuses peu qualifié·e·s pour l'industrie et la construction, l'hôtellerie et l'agriculture. Il en est résulté une "sous-stratification" (Hoffmann-Nowotny, 1973) de la structure sociale suisse avec des travailleurs et travailleuses étranger·e·s qui se sont vu attribuer des emplois en bas de la structure professionnelle (Flückiger, 1998; Wanner & Steiner, 2018). Ce modèle était d'autant plus stable que le permis de séjour de nombreuses personnes dans cette catégorie – résident·e·s annuel·le·s et travailleurs saisonniers et travailleuses saisonnières – était lié à un emploi. Seuls les étrangers et étrangères titulaires d'un permis d'établissement (permis C) pouvaient changer librement d'emploi. Alors que les personnes titulaires d'un permis d'établissement étaient une petite minorité (22 % en 1970) jusqu'à la crise du prix du pétrole, leur part est d'environ deux tiers de la population étrangère résidente depuis le milieu des années 1990 (OFS).

L'immigration hautement qualifiée domine en Suisse depuis le début du millénaire. La figure 5 montre que les personnes ayant suivi un enseignement supérieur – généralement un diplôme universitaire – constituent la majorité des nouvelles personnes provenant de l'immigration chaque année depuis la fin des années 1990. Notons cependant qu'elles émigrent également plus fréquemment que les immigrant·e·s moins qualifié·e·s. Le nombre d'immigrant·e·s peu ou moyennement qualifié·e·s a peu changé au cours des 25 dernières années. Par conséquent, la forte augmentation de l'immigration est presque exclusivement due au groupe des personnes hautement qualifiées. Dans les années 2010, environ la moitié du solde migratoire des personnes âgées de 25 à 64 ans était constitué de personnes ayant un diplôme de l'enseignement supérieur (Babel, 2019: 22).

Cela signifie que pour la période 2012-2015, où l'immigration était très élevée, chaque année 32'500 personnes ayant une formation tertiaire sont venues travailler en Suisse en moyenne (Babel, 2019: 22). L'ampleur de l'immigration hautement qualifiée apparaît clairement lorsqu'on la compare au nombre de personnes obtenant leur diplôme chaque année en Suisse:

en 2018, 32'800 personnes avaient obtenu un premier diplôme d'une université, d'une haute école spécialisée ou d'une haute école pédagogique en Suisse (bachelor, licence, diplôme HEP). Dans certains domaines de l'éducation, il y a même plus de personnes titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur qui immigrent chaque année que de personnes formées chaque année en Suisse, en particulier dans l'informatique, la médecine, l'ingénierie et certaines sciences naturelles (Babel, 2019: 23-4).

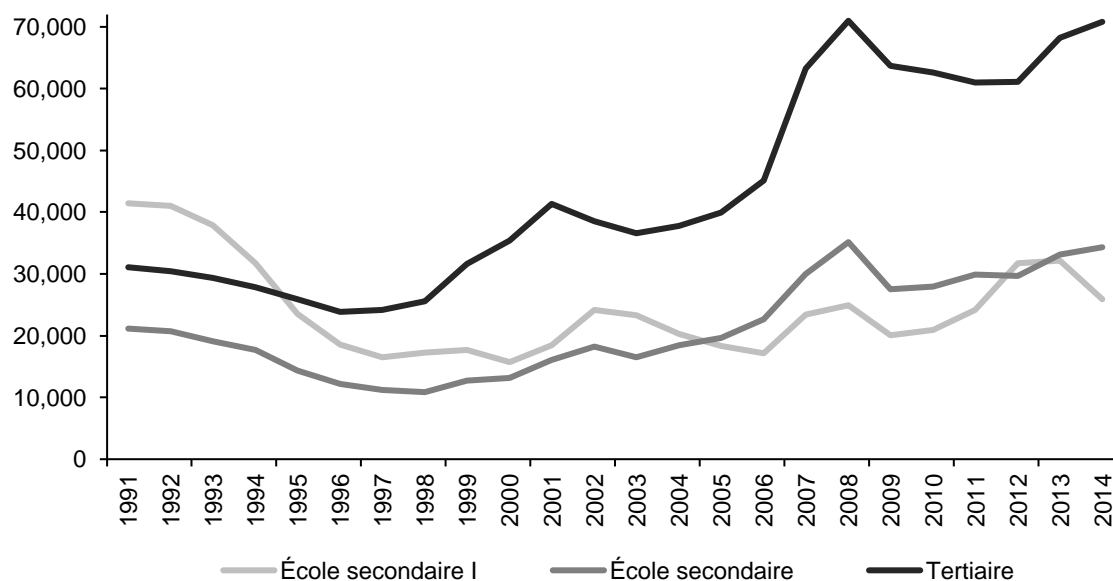


Figure 5: Le niveau de formation des immigrant-e-s arrivant en Suisse chaque année entre 1991 et 2014 (20-64 ans)

Source: figure extraite de Wanner & Steiner (2018: 6), sur la base du relevé structurel et de STATPOP.

5. Une expansion massive du niveau de formation

Le niveau de formation n'a pas seulement augmenté lors des récentes vagues d'immigration. La population nationale a également bénéficié de l'expansion de la formation au cours des dernières décennies. La figure 6 montre qu'entre 1996 et 2019, la part des 25-64 ans ayant un diplôme tertiaire en Suisse a triplé, passant de 10 à 30 pour cent. Si l'on compte également la formation professionnelle supérieure (comme cela est courant en Suisse, mais pas en Allemagne), 45 % des 25-64 ans avaient un diplôme tertiaire en 2019. Et l'expansion de la formation bat toujours son plein : à la fin des années 2020, plus de la moitié des adultes en Suisse devraient avoir un diplôme d'une université, d'une haute école spécialisée ou d'une formation professionnelle supérieure (Babel, 2019: 43).

Etonnamment, la proportion croissante de personnes ayant suivi une formation supérieure n'a entraîné qu'une légère diminution de la proportion de personnes sans formation obligatoire.

Malgré les efforts des gouvernements cantonaux, cette proportion stagne à plus de dix pour cent. La croissance des qualifications tertiaires s'est faite au détriment de la formation professionnelle de base – du moins à première vue. Alors qu'en 1996, 54 % des personnes âgées de 25 à 64 ans avaient un apprentissage comme qualification la plus élevée, en 2019, ce n'était le cas que de 36 % d'entre elles. Cependant, un second regard montre que sur la même période, une part constante de deux tiers de chaque cohorte de jeunes ont choisi une formation professionnelle après la scolarité obligatoire (Babel, 2019: 13). En conséquence, l'importance de l'apprentissage en tant que formation initiale n'a que légèrement diminué. Ce qui a changé, c'est que, pour une proportion croissante de jeunes, l'apprentissage ne représente qu'une première étape intermédiaire vers l'enseignement supérieur – grâce, entre autres, à la forte expansion des maturités professionnelles et des hautes écoles spécialisées.

La Suisse reste donc un exemple typique d'un système collectif d'acquisition des compétences (Busemeyer & Trampusch, 2012). Dans aucun autre pays de l'OCDE, une proportion aussi élevée de jeunes ne termine une formation professionnelle initiale. Dans une plus large mesure encore qu'en Allemagne, en Autriche, au Danemark ou aux Pays-Bas, la formation professionnelle se déroule dans un système dual (c'est-à-dire dans les entreprises et les écoles), est développée avec la participation étroite des associations d'employeurs et conduit à des diplômes standardisés qui sont reconnus au niveau national.

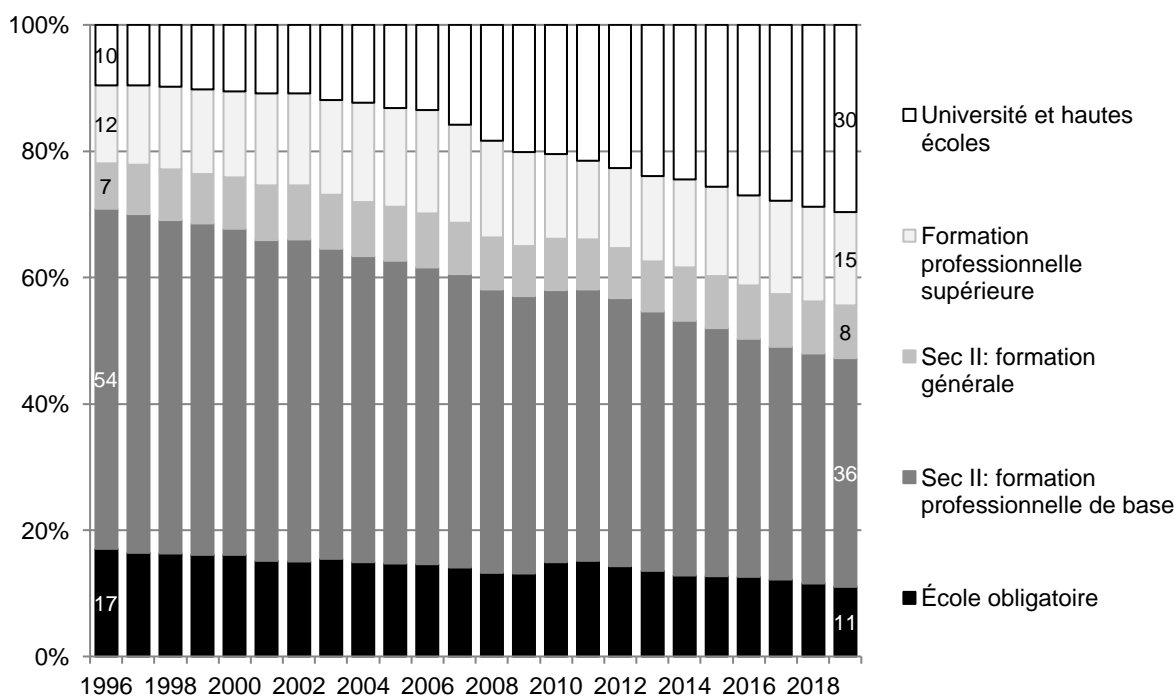


Figure 6: Niveau d'études le plus élevé de la population âgée de 25 à 64 ans (en %), 1996-2019

Source: OFS (ESPA)

Au cours des dernières décennies, l'expansion de la formation a été principalement le fait des femmes. C'est ce que montre la comparaison de deux cohortes de jeunes (25-34 ans) entre 1999 et 2019 (voir figure 7). En 1999, les jeunes femmes étaient plus susceptibles que les jeunes hommes de s'être arrêtées au niveau de l'école obligatoire ou de la formation professionnelle initiale, tandis que les jeunes hommes étaient plus nombreux à avoir terminé l'enseignement supérieur. Vingt ans plus tard, les jeunes femmes n'ont pas seulement comblé leur retard, mais elles ont dépassé les hommes en matière de formation. En 2019, 43 % des jeunes femmes mais seulement 36 % des jeunes hommes avaient un diplôme d'une haute école (université, HES ou HEP). Par conséquent, l'augmentation du taux d'obtention du diplôme d'études secondaires est presque exclusivement due aux femmes. Entre 1995 et 2017, ce pourcentage est passé de 17 à 25 % pour les cohortes féminines, alors qu'il est resté à 17 % pour les cohortes masculines.

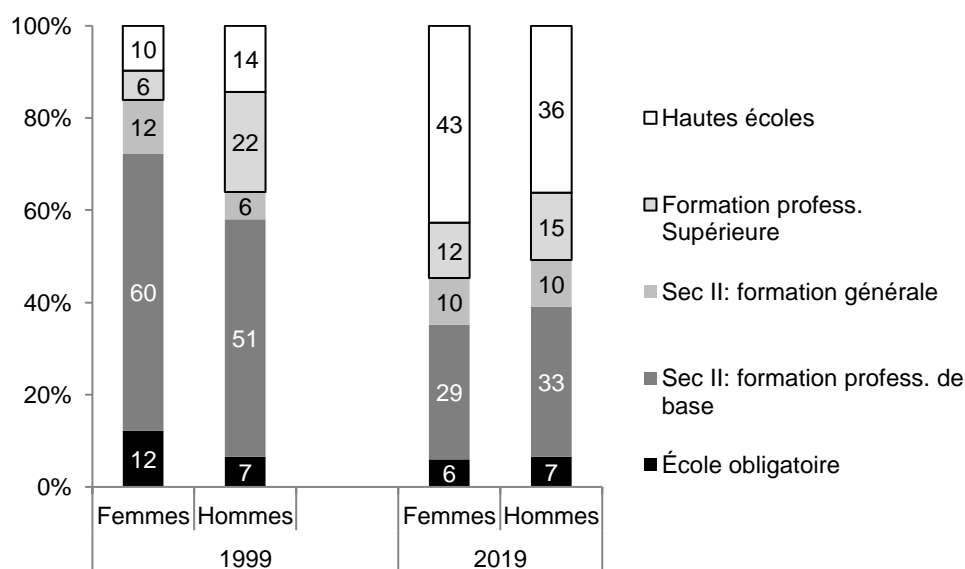


Figure 7: Niveau de formation le plus élevé de la population résidente âgée de 25 à 34 ans

Source: OFS (ESPA)

Malgré la forte expansion de la formation, un écart s'est ouvert au niveau de la demande pour l'enseignement tertiaire en Suisse (Meyer, 2018; Kriesi & Leemann, 2020). La structure des compétences de la récente vague d'immigration suggère que la demande de la part des entreprises suisses pour des travailleurs et travailleuses diplômé·e·s d'une université ou haute école spécialisée est beaucoup plus importantes que celles et ceux qui sont formé·e·s dans le pays. Il y a donc une pénurie d'employé·e·s qualifié·e·s dans la plupart des professions qui exigent une formation tertiaire. En même temps, la demande de main-d'œuvre stagne dans de

nombreux domaines professionnels qui nécessitent un apprentissage : c'est notamment le cas pour les deux apprentissages les plus fréquemment choisis en Suisse, celui destiné aux employé·e·s de commerce ainsi que celui destiné aux employé·e·s du commerce de détail (SECO, 2016; SEFRI 2017; Babel, 2019).

La maturité en général et le diplôme universitaire en particulier ont ouvert de belles perspectives de salaire et d'emploi en Suisse au cours des dernières décennies (Korber & Oesch, 2019). Les jeunes et leurs familles prennent note de ces signaux du marché du travail et, par conséquent, la lutte pour l'accès au gymnase s'intensifie. Avec des quotas de 15 à 20 % de maturités gymnasiales, les cantons germanophones de Suisse (à l'exception de Bâle) ont fixé un *numerus clausus* étroit pour la voie directe vers les universités. Une première conséquence de cette situation est que de nombreux jeunes essaient sans succès d'obtenir une formation universitaire, tandis que de nombreux employeurs essaient sans succès de trouver du personnel ayant une formation universitaire.

Une deuxième conséquence est que l'origine sociale a une influence décisive sur les personnes qui obtiennent un diplôme universitaire en Suisse (Becker & Schoch, 2018). Parmi les jeunes qui ont eu les mêmes notes scolaires et les mêmes résultats aux tests PISA à l'âge de 16 ans, la probabilité d'avoir obtenu un diplôme universitaire à l'âge de 30 ans est deux fois plus importante si les parents appartiennent à la classe moyenne supérieure plutôt qu'à la classe ouvrière (Combet & Oesch, 2021). Par conséquent, la Suisse est l'un des pays européens où l'influence des ressources parentales sur les parcours et résultats scolaires est particulièrement forte (Pfeffer, 2008). L'accès difficile aux universités suisses est problématique à la fois d'un point de vue social et économique : il décourage de nombreux enfants de milieux modestes de faire des études et il oblige en même temps de nombreuses entreprises à recruter à l'étranger des travailleurs et travailleuses ayant une formation tertiaire (Kriesi & Leemann, 2020).

6. Le changement sectoriel sur le marché du travail

Au cours des 20 dernières années, non seulement le PIB, la population et le niveau de formation ont augmenté en Suisse, mais le marché du travail a également connu un essor. Après la décennie de crise des années 1990 au cours de laquelle l'emploi a stagné, une croissance massive a débuté sur le marché du travail au tournant du millénaire. Entre 2000 et 2019, le nombre d'emplois en Suisse a augmenté d'un quart, passant de 4,1 à 5,1 millions de travailleurs et travailleuses.

Une distinction par secteur montre le changement structurel. Deux secteurs en particulier ont été responsables du boom sur le marché du travail. Premièrement, les emplois dans les secteurs de la santé, de l'éducation, des services sociaux et de l'administration publique ont augmenté de plus de 50 % (en équivalents temps plein) entre 2000 et 2019. Deuxièmement, ils ont augmenté de plus de 40 % dans les services liés aux entreprises – notamment le secteur financier, la communication, l'informatique, le conseil et la recherche.

En revanche, l'emploi dans le commerce et les transports, les services aux personnes et l'industrie a stagné. Cependant, contrairement à une idée répandue, il n'y a eu en Suisse, au cours des 20 dernières années, ni une forte croissance des emplois peu qualifiés dans les métiers de service aux personnes, ni un effondrement des emplois dans l'industrie. Au contraire : après la vague de désindustrialisation des années 1990, on a assisté à une petite réindustrialisation au début des années 2000, qui a été ralentie une première fois par la crise financière de 2009 et une deuxième fois par l'appréciation du franc suisse en 2015. En même temps, l'emploi a connu une mutation au sein de l'industrie. Si des postes de travail ont été créés dans les secteurs de la pharmaceutique et de l'horlogerie, des emplois ont été perdus dans les secteurs de l'imprimerie, de la métallurgie et des machines.

Dans un marché du travail en croissance, des chiffres d'emploi stables pour un secteur signifient que sa part dans l'emploi total est en baisse. La figure 8 montre ainsi que la part de l'industrie a diminué, passant de 25 % de l'emploi en 1991 à 17 % en 2019. De même, la part du commerce et des transports (de 22 à 18 %) et celle des services aux personnes (de 11 à 9 %) ont légèrement diminué. La part de l'emploi dans la construction est restée presque constante après la crise immobilière du début les années 1990. Entre 1999 et 2019, ce secteur a employé 8 à 9 % de tous les travailleurs et travailleuses. Une forte croissance de l'emploi s'observe dans les secteurs de la santé et de l'éducation, ainsi que dans les services liés aux entreprises, notamment le conseil en gestion et les technologies de l'information.

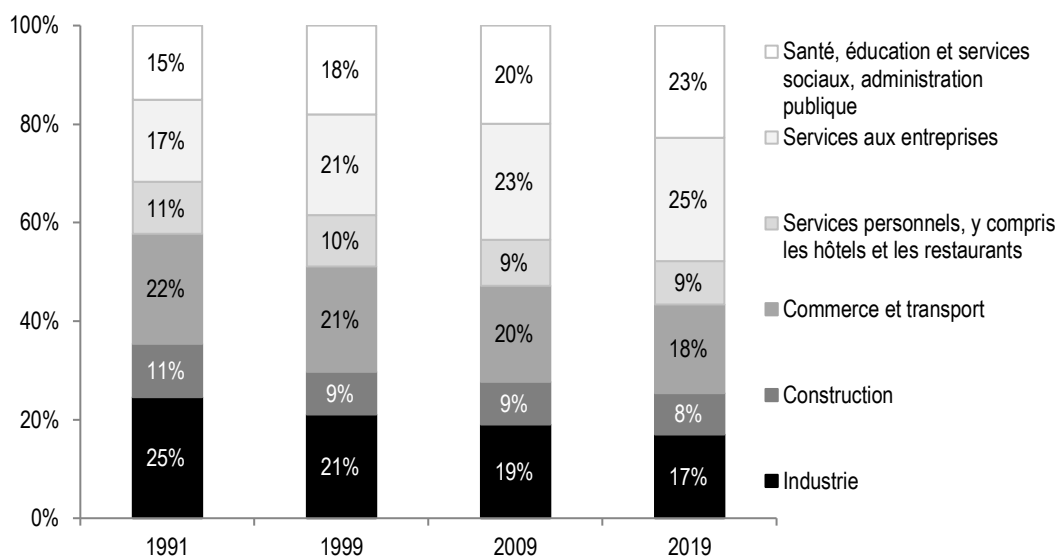


Figure 8: Part des différents secteurs dans l'emploi total, 1991-2019

Source: OFS (STATEM); en équivalents plein temps

Au cours des dernières décennies, les femmes ont non seulement rattrapé leur retard en matière de formation, mais elles ont également joué un rôle décisif dans l'essor de l'emploi. Entre 2000 et 2019, le nombre de femmes actives en Suisse a augmenté de 600'000, contre 420'000 pour les hommes. Alors que le taux d'emploi des hommes a baissé dans les années 1990 et se maintient à 85 % depuis le début des années 2000, la proportion de femmes actives a augmenté de dix points de pourcentage entre 1991 et 2019, passant de 66 à 76 % (groupe d'âge 15-64 ans, OFS).

Parmi les femmes sans enfant, plus de 70 % avaient déjà un emploi dans les années 1990. Par conséquent, l'augmentation de l'emploi est presque exclusivement due aux mères qui – contrairement aux cohortes plus anciennes – se retirent rarement du marché du travail après la naissance des enfants. La proportion de mères d'enfant(s) en âge préscolaire qui ont un emploi a augmenté de 50 à 75 % entre 1990 et 2019 (OFS; Giudici & Schumacher, 2017).

L'écart entre les femmes et les hommes sur le marché du travail n'a toutefois pas disparu, car la croissance de l'emploi féminin s'est concentrée sur les emplois à temps partiel. Alors que 50 % des femmes travaillaient à temps partiel en 1991, 60 % le font en 2019. En revanche, la grande majorité des hommes continuent de travailler à temps plein (malgré une augmentation du travail à temps partiel chez les hommes, qui passe de 8 à 18 % entre 1991 et 2019). En Suisse, cela a consolidé le modèle d'un emploi et demi par ménage : les pères exercent un travail rémunéré à temps plein, les mères à mi-temps et assument en contrepartie la plupart des tâches ménagères. La Suisse est ainsi la deuxième économie à temps partiel au monde, après les Pays-

Bas (où 74 % des femmes travaillent à temps partiel), mais devant l'Allemagne et l'Autriche (toutes deux avec 47 % de femmes à temps partiel) (OCDE).

Malgré l'augmentation du travail à temps partiel, le boom de l'emploi en Suisse dès le milieu des années 2000 reste impressionnant, même si l'on considère l'évolution du volume de travail plutôt que le nombre de personnes actives. Entre 1960 et 2005, le volume du travail rémunéré en Suisse n'a pratiquement pas changé (à l'exception d'un creux entre le milieu des années 1970 et le milieu des années 1980). Un plus grand nombre de salarié·e·s ont travaillé moins d'heures par an en moyenne. Depuis 2005 cependant, le volume de travail a fortement augmenté, progressant d'environ 20 % entre 2005 et 2015 – autant que pendant le boom d'après-guerre des années 1950 et du début des années 1960 (Siegenthaler, 2017). Depuis le début du millénaire, la Suisse a ainsi connu un "miracle de l'emploi qui éclipse même celui de l'Allemagne" (Siegenthaler, 2017: 8).

Ces résultats vont à l'encontre de la discussion sur la fin du travail. Alors que les médias évoquent des scénarios effrayants de chômage technologique, le nombre de personnes qui travaillent en Suisse est plus élevé que jamais – et ces employé·e·s travaillent de plus en plus devant des ordinateurs, aux côtés de robots et avec des automates. Comme dans les phases précédentes de bouleversement technologique, le volume de travail a augmenté aussi dans la vague actuelle d'innovation – en Suisse comme dans les autres pays occidentaux.

7. Une amélioration de la structure professionnelle

La façon dont les changements dans l'emploi et la formation ont affecté la stratification sociale est particulièrement intéressante. Une thèse affirme que le changement technologique conduit à une polarisation croissante de la structure professionnelle. De nouveaux emplois seraient créés aux deux extrêmes du marché du travail – dans les postes les plus qualifiés ainsi que les postes les moins qualifiés –, tandis que l'emploi dans les professions intermédiaires diminuerait. Cette thèse est soutenue par les résultats de recherches menées aux États-Unis et au Royaume-Uni montrant que la croissance de l'emploi a été la plus forte dans les professions à hauts salaires et la plus faible dans les professions à salaires moyens depuis les années 1990 (Goos & Manning, 2007; Autor & Dorn, 2013).

Toutefois, l'évolution des deux marchés du travail anglo-saxons est difficile à extrapoler à l'Europe occidentale. La polarisation aux États-Unis et au Royaume-Uni est étroitement liée au système de formation (avec une faible offre de personnel ayant un niveau des compétences intermédiaires), aux institutions de fixation des salaires (avec de faibles salaires minimums

légaux et peu de conventions collectives) et à la politique migratoire (avec une immigration polarisée de travailleurs et travailleuses peu et hautement qualifié·e·s) (Oesch, 2013). Les études empiriques réfutent ainsi la thèse de la polarisation de l'emploi pour la Suisse. À l'exception des années 1980, la structure professionnelle de la Suisse s'est constamment améliorée entre 1970 et 2015. Ce n'est que pendant le boom de la construction et de la consommation des années 1980 que l'emploi a fortement augmenté non seulement dans les professions à haut salaire mais aussi dans les professions à bas salaire. Dans les deux décennies suivante de 1990 à 2010, cependant, l'évolution de l'emploi a été la plus faible pour les groupes professionnels faiblement rémunérés (Oesch & Murphy, 2017).

Dans le tableau 1, nous retraçons l'évolution de la structure professionnelle entre 1991 et 2019. Elle montre que l'amélioration de la structure professionnelle a été stimulée par la forte croissance de la classe moyenne salariée. Il s'agit de trois groupes professionnels: (i) les managers et responsables de projet, dont la part dans l'emploi total a augmenté de 4 points de pourcentage; (ii) les expert·e·s socioculturel·le·s s tels que les enseignant·e·s, les travailleurs/euses sociaux ou les physiothérapeutes, dont la part a augmenté de 3 points de pourcentage; (iii) les expert·e·s techniques tels que les ingénieur·e·s, les informaticien·ne·s s ou les architectes, dont la part a augmenté de 3 points de pourcentage.

En revanche, la part d'emploi de deux classes a diminué: celle des ouvriers et ouvrières de la production et de la construction, qui a diminué de 7 points de pourcentage et celle des employé·e·s de bureau, qui a diminué de 3,5 points de pourcentage. Ces groupes professionnels en diminution ne constituent pas le noyau de la classe moyenne, mais appartiennent à la classe ouvrière traditionnelle d'une part et la classe moyenne inférieure d'autre part.

La part de l'emploi des indépendant·e·s est restée stable et la croissance des travailleurs et travailleuses dans les services aux personnes a été faible (un point de pourcentage). Cette croissance des emplois peu qualifiés de services a été trop faible pour compenser les réductions des emplois peu qualifiés dans l'agriculture, l'industrie et le back-office. Comme d'autres pays d'Europe occidentale, la Suisse a surtout réussi à automatiser et à externaliser des professions peu qualifiées : ouvriers et ouvrières agricoles et opérateur·e·s d'usine, commis à la saisie de données et employé·e·s de vente. Les nouveaux emplois ont été créés principalement dans les professions de services hautement qualifiées : programmeurs, médecins et consultant·e·s. Par conséquent, la structure de l'emploi en Suisse s'est améliorée, tout comme en Allemagne, en Espagne ou en Suède (Oesch & Piccitto, 2019).

Tableau 1: Part des classes professionnelles dans l'emploi total, 1991/2 et 2018/9

	Expert·e·s socioculturels	Expert·e·s techniques	Managers et responsable de projet	Professions libérales et grands employeurs (>9 employés)	
	Enseignant·e·s Travailleur social	Ingénieurs Informaticiens	Cadres Consultant·e·s	Entrepreneurs Avocat·e·s	<i>Tertiaire</i>
% 1991/92	10.3 %	10.9 %	13.0 %	3.4 %	
% 2018/19	13.5 %	13.7 %	16.8 %	4.0 %	
Changement	+3.2	+2.8	+3.8	+0.6	
	Travailleurs/ses de service	Travailleurs de la production	Assistant·e·s de bureau	Propriétaires de petites entreprises	
	Aide-soigantes Vendeurs-ses	Mécaniciens Machinistes	Secrétaires Caissier·e·s	Restaurateurs Agriculteurs	<i>Secondaire</i> <i>Niveau d'exigence des professions</i>
% 1991/92	12.8 %	22.8 %	16.5 %	10.4 %	
% 2018/19	14.1 %	15.5 %	13.0 %	9.4 %	
Changement	+1.3	-7.3	-3.5	-1.0	

Le tableau montre la part de chaque classe professionnelle dans l'emploi total (personnes âgées de 18 à 65 ans travaillant au moins 20 heures par semaine) ainsi que deux professions typiques comme exemples. Nous calculons la moyenne pour 1991 et 1992 d'une part, et 2018 et 2019 d'autre part, afin de réduire l'impact des fluctuations d'une année sur l'autre. La base de calcul est le code détaillé de la profession (ISCO 4 digit).

Source des données: ESPA 1991, 1992, 2018, 2019

Ces catégories peuvent être regroupées pour donner une idée de la structure sociale en terme de classe. Les managers, les experts socioculturels et les experts techniques correspondent à la classe moyenne salariée, les travailleurs de la production et les petits employés de service à la classe ouvrière, les grands employeurs, les professions libérales et les petits entrepreneurs à la classe des employeurs et indépendants. Afin de donner une idée de comment la structure de classe de l'électorat en Suisse a changé, nous montrons dans la figure 9 la taille de ces catégories plus larges pour les personnes économiquement actives qui ont le droit de vote, c'est-à-dire avec un passeport suisse. Au début des années 1990, la classe ouvrière était légèrement plus nombreuse que la classe moyenne salariée. Mais alors que la part de la classe ouvrière a diminué de 6 points de pourcentage au cours des trois décennies suivantes, celle de la classe moyenne salariée a augmenté de 10 points. En conséquence, la classe moyenne salariée représente aujourd'hui environ 44 % de la population active suisse, contre 30 % pour la classe ouvrière. Le reste se compose de 13 % d'employé·e·s de bureau et de 13 % de travailleurs et travailleuses indépendant·e·s.

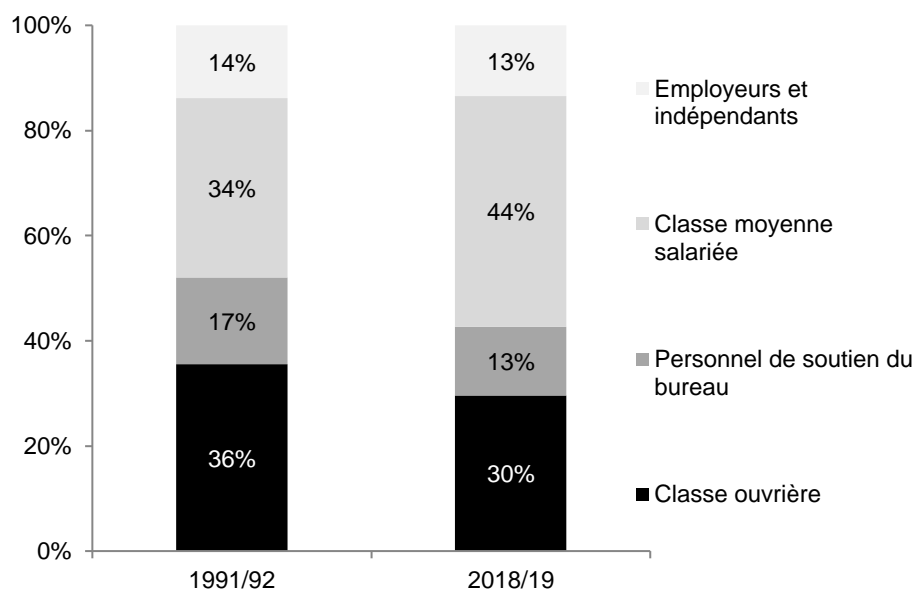


Figure 9: *Changement de la structure de classe 1991-2019 – personnes en emploi avec la nationalité suisse*

Pour la source et les données, voir les commentaires sous le tableau 1. Personnes âgées de 18 à 65 ans travaillant au moins 20 heures par semaine et ayant la nationalité suisse. Les managers, experts socioculturels et techniques sont regroupé·e·s dans la classe moyenne salariée. Les travailleurs de la production et des services aux personnes à la classe ouvrière, les grand·e·s employeurs et employeuses, les professions libérales et les petit·e·s entrepreneurs et entrepreneuses aux employeurs et employeuses et aux indépendant·e·s.

8. Une inégalité salariale modérée, mais une forte inégalité de richesse

Si la forte croissance de l'économie et de l'emploi au cours des vingt dernières années ne fait aucun doute, on peut se demander si le gros de la population suisse a vécu cette période comme un boom. La raison en est la faible croissance des revenus. Cela apparaît clairement dans la figure 10, qui montre pour la période 1950-2018 l'évolution des salaires nominaux et de l'inflation ainsi que des salaires réels qui en résultent. Pendant le « miracle économique » de l'après-guerre, les salaires réels ont augmenté de 1.7 % par an dans les années 1950, de 3.3 % dans les années 1960 et de 2.3 % dans les années 1970. Avec les deux crises pétrolières, non seulement la croissance de rattrapage de l'économie a pris fin, mais la croissance des salaires a plafonné. La hausse des salaires réels est tombée à 0.9 % par an dans les années 1980 et à 0.2 % dans la décennie de crise des années 1990. Étonnamment, même au cours des deux décennies du miracle de l'emploi – les années 2000 et 2010 – la croissance des salaires réels n'a pas dépassé 0.6 % par an en moyenne.

Alors que la croissance des salaires réels était freinée par l'inflation jusqu'au début des années 1990, ce facteur a disparu par la suite. Entre 1960 et 1990, l'augmentation annuelle des prix à la consommation a été en moyenne de plus de 3 %. Cependant, après 1993, l'inflation n'a

cessé de baisser, pour atteindre en moyenne 1 % dans les années 2000 et 0 % dans les années 2010 – avec une inflation négative pendant quatre ans entre 2012 et 2016. Cela signifie que les salaires réels n'ont presque pas augmenté depuis le milieu des années 1990 parce que les salaires négociés – les salaires nominaux – ont stagné. Cela pose un mystère aux sciences économiques qui s'attendent à ce que les salaires et les prix augmentent à mesure que la pénurie de main-d'œuvre s'accroît. Pourtant, malgré un taux de chômage officiel qui est passé d'un niveau modéré de 3,5 % en 2010 à un niveau encore plus faible de 2,3 % en 2019, les salaires en Suisse ont stagné et il n'y a pas eu la moindre pression inflationniste.

L'absence de spirale inflationniste des prix et des salaires peut s'expliquer par la libre circulation des personnes : grâce à la possibilité de recruter à tout moment des travailleurs et travailleuses à Lyon, Milan ou Stuttgart, il n'y a pas de véritable pénurie sur le marché du travail suisse, même lorsque le taux de chômage y est très bas. Une deuxième raison est le pouvoir de négociation plus faible des syndicats et l'importance réduite des négociations salariales collectives. Au cours des années 1990, la fixation des salaires en Suisse a été de plus en plus transférée du niveau de la branche à celui des entreprises, et les accords salariaux individuels ont remplacé les négociations salariales collectives entre les partenaires sociaux dans de nombreux domaines (Oesch, 2011).

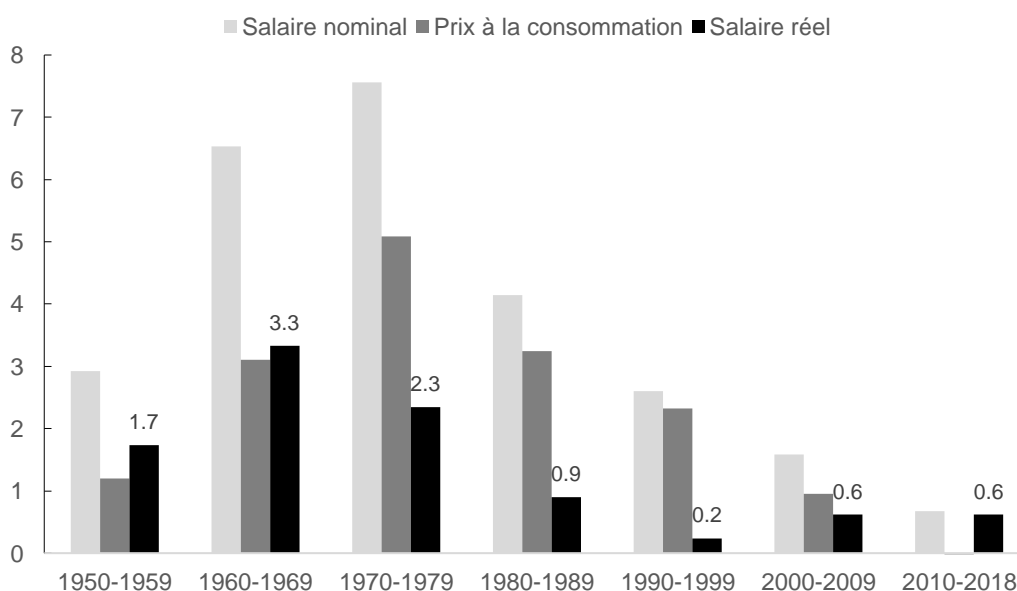


Figure 10: Variation annuelle des salaires et des prix à la consommation en Suisse (en %)

Source: Office fédéral de la statistique (Indice suisse des salaires)

La figure 10 est basée sur l'Indice suisse des salaires, qui mesure l'évolution des salaires pour une activité professionnelle donnée et ignore par conséquent les changements qui se produisent en raison de l'évolution de la structure professionnelle, comme les promotions ou les changements entre secteurs et professions. Ces deux aspects sont pris en compte dans l'Enquête fédérale sur la structure des salaires et se traduisent par des augmentations salariales un peu plus importantes. Entre 1996 et 2016, les salaires médians (percentile 50) ont augmenté, en termes réels et donc corrigé pour l'inflation, à un taux de 0,8 % par année. Pour les travailleurs et travailleuses à bas salaire (p10) et à haut salaire (p90), les salaires réels ont augmenté un peu plus, respectivement de 1 et 1,2 pour cent. Cependant, la croissance des salaires a été la plus forte parmi les travailleurs et travailleuses du 1 % supérieur (percentile 99), dont les revenus ont augmenté de 2,3 % par an (USS, 2018: 5). Ces moyennes sont plus proches de la croissance annuelle du PIB par habitant·e, qui était d'environ un pour cent par année en moyenne sur la même période (voir la figure 1 ci-dessus).

Au niveau des ménages, le revenu du travail a probablement connu une évolution un peu plus positive au fil du temps qu'au niveau individuel, grâce à un volume plus important de l'emploi des femmes. Dans le même temps, la charge fiscale a également augmenté au niveau des ménages, notamment en raison des primes d'assurance maladie. Depuis l'introduction de l'assurance maladie obligatoire, ils ont augmenté en moyenne de 3,8 % par an entre 1996 et 2020 (Office fédéral de la santé publique).⁵ La hausse des dépenses de santé, ainsi que l'augmentation des coûts de logement, ont ainsi annulé la plupart des gains de revenus entre 2000 et 2016 (USS, 2018: 33).

Enfin, il y a la question de la répartition des revenus. La figure 11 montre la part du revenu national obtenue par la moitié la moins riche de la population, d'une part, et par les dix pour cent les plus riches, d'autre part. Au cours des quatre dernières décennies, la moitié la moins riche a reçu une part constante d'environ 24 % du revenu national. En 2017, la Suisse se situe ainsi à un niveau similaire à celui de l'Autriche, la France ou de la Suède, tandis que la moitié la moins riche de la population doit se contenter d'une part plus faible du revenu national dans d'autres pays comme l'Allemagne (18,5 %), l'Italie (20,6 %) et surtout les Etats-Unis (12,7 %). Au cours de la même période, les 10 % les plus riches ont obtenu une part du revenu national en légère augmentation, de 30 à 31 %. Cette croissance est entièrement due au 1 % le plus riche, qui a augmenté sa part du revenu national de 10 à 11 % (Martinez, 2017; World Inequality Database).

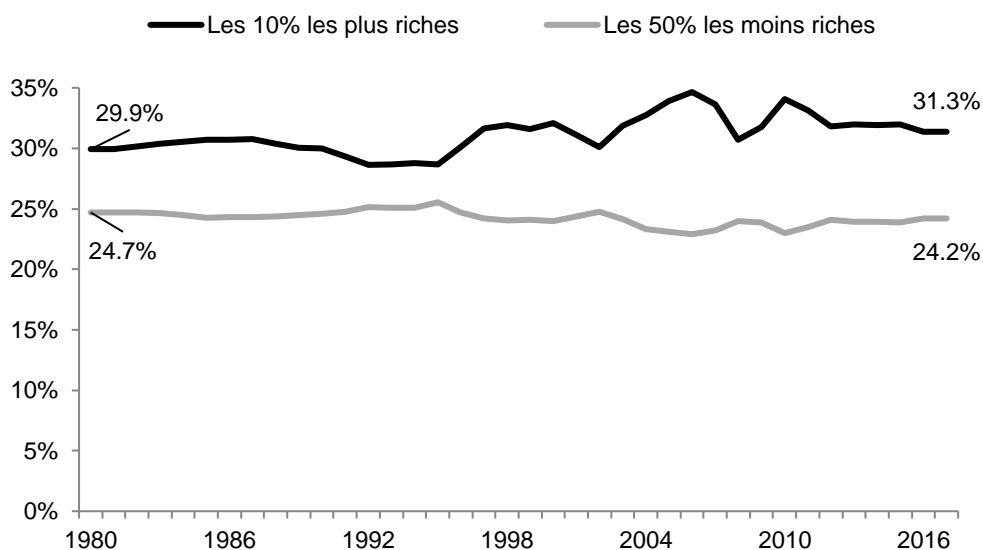


Figure 11. Part obtenue du revenu total national en Suisse (avant impôts, adultes), 1980-2017

Source: World Inequality Database (<https://wid.world>)

Une analyse de sept enquêtes nationales et de données fiscales conclut que l'inégalité des revenus en Suisse a peu changé entre 1990 et 2012. Les inégalités de revenus au niveau des ménages ont été creusées par l'augmentation disproportionnée des très hauts salaires, mais dans le même temps, elles ont été réduites par l'augmentation de l'emploi des femmes (Kuhn & Suter, 2015). Alors que l'inégalité des revenus est restée stable en Suisse, elle a fortement augmenté en Allemagne, aux États-Unis, en Italie et en Suède. En termes d'inégalité des revenus, la Suisse se situe dans la moyenne internationale, avec des valeurs proches de la moyenne de l'OCDE (OCDE).

La situation est différente en ce qui concerne la répartition des richesses. Depuis les années 1980, non seulement les fortunes ont fortement augmenté en Suisse, mais l'inégalité dans la répartition de la richesse s'est aussi fortement accrue. Le 1 % des contribuables les plus riches de Suisse possédait 42 % du total des richesses privées au milieu des années 2010, contre 34 % au début des années 1990. Une telle concentration des richesses entre les mains d'un petit groupe est inhabituelle au niveau international. La concentration de la richesse comme mesure avec la part détenu par le 1 % des contribuables les plus riches est non seulement plus prononcée en Suisse (42 %) qu'au Royaume-Uni (23 %) ou en France (20 %), mais aussi qu'aux États-Unis (39 %) (chiffres pour le milieu des années 2010, Brülhart, 2019: 9).

9. Conclusion

Comment peut-on évaluer les changements intervenus dans la structure économique et sociale de la Suisse depuis 2000 ? Il est incontestable que les deux premières décennies du 21^{ème} siècle ont été marquées par la croissance: le PIB, la population, l'immigration et l'emploi ont augmenté. Il est également évident que les vingt dernières années en Suisse ne resteront pas dans l'histoire comme une période de crise, contrairement à l'Europe du Sud. La crise financière de 2008-2009 et l'appréciation du franc en 2015 n'ont entraîné que de brèves baisses de la croissance économique et de l'emploi.

Un bilan positif des deux dernières décennies peut être dressé en ce qui concerne le marché du travail. De nombreux emplois ont été créés en Suisse et le chômage a été maintenu à un niveau modéré : le taux de chômage officiel n'a jamais dépassé 4 % au cours des vingt dernières années (SECO, 2019b: 15). Dans le même temps, la structure professionnelle s'est améliorée, la croissance de l'emploi ayant lieu principalement dans les domaines les plus qualifiés.

La croissance de l'économie et de l'emploi a également eu un impact positif sur les finances publiques. Entre 1990 et 1999, le gouvernement fédéral, les cantons, les communes et les assurances sociales ont enregistré, en moyenne, un déficit annuel de 2 %. Cela a changé après le tournant du millénaire : entre 2000 et 2009, les budgets publics ont été équilibrés en moyenne, et entre 2010 et 2018, ils ont atteint un excédent annuel d'un demi pour cent en moyenne. Par conséquent, le taux d'endettement de la Suisse a diminué jusqu'à la crise du coronavirus, passant de 45 % en 2000 à 27,5 % en 2018 (Office fédéral de la statistique).⁶ Ce chiffre était bien inférieur au taux d'endettement de l'UE, qui était de 80 % (Eurostat).⁷

Néanmoins, le boom des années 2000 a surtout été possible grâce à l'augmentation de la population. Au cours des vingt dernières années, la croissance du PIB par habitant et des salaires a ainsi été beaucoup plus faible que lors des périodes d'expansion précédentes. Comme les coûts de santé et du logement ont augmenté en même temps, l'évolution du revenu disponible est moins spectaculaire que ce à quoi on pourrait s'attendre compte tenu de la vigueur de croissance économique. Il n'est donc pas surprenant que pour certaines parties de la population en Suisse, les effets secondaires négatifs du boom aient prédominé. Le terme "stress de la densité" a été utilisé dans les années 2010 pour décrire le mécontentement lié aux trains bondés et aux longs embouteillages, aux espaces verts surchargés et aux logements rares. Ce mécontentement s'est exprimé le plus fortement en 2014 avec l'initiative populaire "contre l'immigration de masse", adoptée de justesse.

Quelle que soit la façon dont on évalue le boom de la croissance, la structure de la population en Suisse a fondamentalement changé au cours des deux dernières décennies. Trois

changements structurels en particulier sont à noter. Premièrement, le niveau de formation en Suisse a fortement augmenté. Sur le plan national, l'expansion du niveau d'éducation s'est accélérée au niveau des universités et des hautes écoles spécialisées, tandis que la majorité des nouveaux immigrant·e·s étaient titulaires d'une formation tertiaire. Par conséquent, la formation tertiaire devient la nouvelle norme en Suisse, remplaçant l'apprentissage comme le niveau de formation le plus élevé d'une majorité de la population.

Deuxièmement, la population de la Suisse s'est diversifiée sous l'influence d'une forte immigration où aucun pays d'origine ne domine plus, la Suisse comptant aujourd'hui presque autant d'Allemand·e·s, de Portugais/es et de personnes originaires d'Ex-Yougoslavie comme d'Italien·ne·s. L'immigration de plus en plus qualifiée en provenance d'un nombre croissant de pays met fin à la surreprésentation des immigrant·e·s dans les professions peu qualifiées et fait que le terme "issu de la migration" n'est plus synonyme de faible statut socio-économique en Suisse.

Enfin, l'évolution structurelle de l'économie a également modifié la structure de classe de la Suisse. La forte croissance de l'emploi dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des services liés aux entreprises a principalement profité aux employé plus qualifié·e·s. Alors que la classe moyenne salariée s'est développée, la classe ouvrière traditionnelle et la classe moyenne inférieure des assistant·e·s de bureau ont perdu du terrain. Par conséquent, le grand perdant du changement technologique de ces dernières décennies n'a pas été la classe moyenne, mais la classe ouvrière : en Suisse, comme dans le reste de l'Europe occidentale, elle a perdu le statut de classe majoritaire et est de plus en plus poussée dans une position défensive (Castel, 1999).

Notes

¹ www.bfs.admin.ch/bfs/de/home/statistiken.html

² <https://stats.oecd.org/>

³ Environ un tiers de ces excédents sont attribuables au commerce de transit et s'expliquent par l'importance croissante de la Suisse depuis 2000 (en particulier Genève et Zoug) comme l'un des plus grands centres mondiaux de commerce de matières premières (Conseil fédéral 2018).

⁴ Ce qui a été le cas en Suisse entre 2000 et 2018 où le temps de travail par habitant est resté plus ou moins constant (voir SECO 2019a).

⁵ Étant donné que l'augmentation des primes de l'assurance maladie a été causée surtout par une expansion des services médicaux consommés (expansion du volume) et non par une augmentation des prix, l'augmentation des primes d'assurance maladie n'a eu qu'un impact mineur sur l'inflation.

⁶ Le taux d'endettement mesure la dette publique (dette de la Confédération, des cantons, des communes et des assurances sociales) par rapport au produit intérieur brut (PIB).

⁷ En 2018, les budgets publics ont constitué des fonds propres de 100 milliards de francs (chiffre pour 2018, Administration fédérale des finances). Par conséquent, la Suisse n'avait pas de dette publique en termes nets avant la crise du COVID 2019.

Bibliographie

- Autor, D., & Dorn, D. (2013). The growth of low-skill service jobs and the polarization of the US labor market, *American Economic Review*, 103(5), 1553-97.
- Babel, J. (2019). Tendances démographiques et implications pour l'ensemble du secteur de l'éducation Rapport du Conseil fédéral en réponse au postulat 12.3657 du 17 août 2012, Office fédéral de la statistique, Berne.
- Baccaro, L., & Pontusson, J. (2016). Repenser l'économie politique comparative: la perspective du modèle de croissance. *Politique et société*, 44(2), 175-207.
- Becker, R., & Schoch, J. (2018). La sélectivité sociale, Recommandations du Conseil suisse de la science, Berne.
- Bolt, J., Inklaar, R., De Jong, H., & Van Zanden, J. L. (2018). Rebasings 'Maddison': new income comparisons and the shape of long-run economic development. *GGDC Research Memorandum*, 174, 1-41.
- Busemeyer, M., & Trampusch, C. (2012). *The Political Economy of Collective Skill Formation*. Oxford: Oxford University Press.
- Brühlhart, M. (2019). Les héritages en Suisse: évolution depuis 1911 et pertinence pour les impôts. *Le changement social en Suisse*, N°20.
- Castel, R. (1999). Pourquoi la classe ouvrière a-t-elle perdu la partie? *Actuel Marx*, 26, 15-24.
- Combet, B. and Oesch, D. (2021) The social-origin gap in university graduation by gender and immigrant status: a cohort analysis for Switzerland, *Longitudinal and Life Course Studies* 12(2): 119-146
- Conseil fédéral (2018). *Le secteur suisse des matières premières : état des lieux et perspectives*. Rapport du 30 novembre, Berne.
- Esping-Andersen, G. (2009). *The Incomplete Revolution: Adapting Welfare States to Women's New Roles*. Princeton: Polity Press.
- Flückiger, Y. (1998). Le marché du travail en Suisse : la fin d'un cas particulier? *International Journal of Manpower*, 19(6), 369-395.
- Fux, B. (2007). Population projections revisited: Eine wissenssoziologische Analyse schweizerischer Bevölkerungsprognosen oder weshalb die Demographie der Bevölkerungswissenschaft bedarf. *Journal of Population Science*, 32, 3-4.
- Giudici, F., & Schumacher, R. (2017). L'emploi des mères en Suisse: évolution et facteurs individuels. *Social Change in Switzerland* N° 10.

- Goos, M., & Manning, A. (2007). Lousy and lovely jobs: The rising polarization of work in Britain. *Review of Economics and Statistics*, 89(1), 118-133.
- Hoffmann-Nowotny, H. J. (1973). *Sociologie des Fremdarbeiterproblems: eine theoretische und empirische Analyse am Beispiel der Schweiz*. Stuttgart: Enke.
- Korber, M., & Oesch, D. (2019). Vocational versus general education: Employment and earnings over the life course in Switzerland, *Advances in Life Course Research* 40: 1-13
- Kriesi, I., & Leemann, R. (2020). Tertiarisierungsdruck. Défis pour le système éducatif, le marché du travail et l'individu. Publié par l'Académie suisse des sciences humaines et sociales (Communications des Académies suisses 15, N°6).
- Kuhn, U., & Suter, C. (2015). L'évolution des inégalités de revenus en Suisse. *Social Change in Switzerland* N°2.
- Lampart, D. (2006). *Handlungsspielräume und -restriktionen der Schweizer Konjunkturpolitik in der langen Stagnation der 1990er Jahre: eine modellbasierte Evaluation*. Thèse de doctorat, Université de Zurich.
- Martinez, I. (2017). Les revenus supérieurs en Suisse depuis 1980: distribution et mobilité. *Social Change in Switzerland* N°11.
- Meyer, T. (2018). De l'école à la vie adulte: Trajectoires de formation et d'emploi en Suisse. *Social Change in Switzerland* N° 13.
- Oesch, D. (2011). Swiss trade unions and industrial relations after 1990: A history of decline and renewal, in: Trampusch, C. & Mach, A. (eds.), *Switzerland in Europe. Continuité et changement dans l'économie politique suisse*, 82-102, Londres: Routledge.
- Oesch, D. (2013). *Occupational Change in Europe. How Technology and Education Transform the Job Structure*, Oxford: Oxford University Press.
- Oesch, D., & Murphy, E. (2017). Pas d'érosion mais une croissance de la classe moyenne. The transformation of the Swiss occupational structure since 1970. *Social Change in Switzerland*, n° 12.
- Oesch, D., & Piccitto, G. (2019). The polarization myth: Occupational upgrading in Germany, Spain, Sweden and the UK, 1992-2015. *Work and Occupations*, 46(4), 441-469.
- Pfeffer, F. (2008). Persistent inequality in educational attainment and its institutional context. *European Sociological Review*, 24(5), 543-565.
- SEFRI (2017). Formation professionnelle en Suisse. Faits et chiffres 2017. Berne.

- SECO (2016). Fachkräftemangel in der Schweiz, Indikatorensystem zur Beurteilung der Fachkräftenachfrage, Berne.
- SECO (2019a). Tendances de la productivité du travail 2008-2018. *Fondements de la politique économique n° 5*, Berne.
- SECO (2019b). 15e rapport de l'Observatoire de l'accord sur la libre circulation des personnes Suisse - UE. Impact de la libre circulation des personnes sur le marché du travail suisse. Berne.
- Siegenthaler, M. (2017). Du boom d'après-guerre au miracle de l'emploi - la forte baisse du temps de travail en Suisse depuis 1950. *Social Change in Switzerland N° 9*.
- Siegenthaler, M., & Sturm, J. E. (2012). Das Personenfreizügigkeitsabkommen Schweiz-EU/EFTA und das Wachstum des BIP pro Kopf in der Schweiz: Bericht zuhanden des Bundamtes für Migration (BFM): *KOF Studies 36*.
- USS (2018). Rapport de répartition 2018, la répartition des salaires, des revenus et de la fortune et la charge des impôts et taxes en Suisse. SGB-Dossier 130, Berne.
- Wanner, P., & Steiner, I. (2018). Une augmentation spectaculaire de l'immigration hautement qualifiée en Suisse. *Social Change in Switzerland N°16*.